



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-144375>

Département(s) de publication : **75, 91, 92, 93**

Annonce n° **24-144375**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : SIPPEREC

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Services de communications électroniques (internet, interconnexion, données mobiles M2M, téléphonie fixe, diffusion d'information multicanale)

Description : Services de communications électroniques (internet, interconnexion, données mobiles M2M, téléphonie fixe, diffusion d'information multicanale)

Identifiant de la procédure : 5096a8df-113d-484a-a9cd-578598e00b28

Identifiant interne : 24S026bis

Type de procédure : Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

Principales caractéristiques de la procédure : Conformément à l'article L.2124-3 et R.2124-3 du code de la commande publique, le marché est passé selon une procédure avec négociation. Il fait suite à une déclaration sans suite pour motif d'intérêt général. Conformément à l'article R. 2124-3 du code précité, l'utilisation de la procédure avec négociation est justifiée par le fait que le marché ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de circonstances particulières liées à sa nature, à sa complexité ou au montage juridique et financier ou en raison des risques qui s'y rattachent. Plus précisément, ce choix est justifié par la technicité et la diversité des solutions pouvant être proposées pour répondre aux divers besoins des adhérents de la centrale d'achat, qui nécessitent le recours à la négociation.

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 64200000 Services de télécommunications

Nomenclature supplémentaire (cpv): 64215000 Services de téléphonie IP

Nomenclature supplémentaire (cpv): 72400000 Services internet

Nomenclature supplémentaire (cpv): 64221000 Services d'interconnexion

Nomenclature supplémentaire (cpv): 32400000 Réseaux

2.1.2 Lieu d'exécution

Pays : France

N'importe où dans le pays donné

Informations complémentaires : Les prestations se dérouleront sur le territoire des adhérents à la centrale d'achat SIPP'n'CO. En complément, les prestations pourront se dérouler sur des sites hors Ile-de-France en France métropolitaine.

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 150,000,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 600,000,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'accord-cadre n'est pas alloti. En effet, l'allotissement serait de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations dans la mesure où il existe aujourd'hui une convergence des technologies qui permet d'obtenir du multiservices sur un même lien support. L'accord-cadre est multi attributaires et sera conclu avec cinq titulaires maximum. Conformément à l'article R.2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre conclu avec plusieurs opérateurs économiques sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R.2162-14 du même code. Les règles d'attribution des bons de commande sont définies dans le CCAP.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Les motifs d'exclusion figurent dans les documents de la consultation

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Services de communications électroniques (internet, interconnexion, données mobiles M2M, téléphonie fixe, diffusion d'information multicanale)

Description : Services de communications électroniques (internet, interconnexion, données mobiles M2M, téléphonie fixe, diffusion d'information multicanale)

Identifiant interne : 24S026bis

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 64200000 Services de télécommunications

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 15/10/2025

Date de fin de durée : 31/12/2030

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché financé en totalité ou en partie par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : La date de remise des candidatures est fixée au 24 janvier 2025 à 12 heures. Le nombre de candidats qui seront admis à présenter une offre est de 5 minimum et de 8 maximum. Toutefois, conformément à l'article R.2142-18 du code de la commande publique, si le nombre de candidats est inférieur au nombre minimum, l'acheteur pourra poursuivre la procédure avec ces candidats. L'accord-cadre sera conclu avec au maximum les cinq candidats ayant introduit les offres régulières économiquement les plus avantageuses en application des critères d'attribution.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Nom : Capacités professionnelles

Description : o Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité ou équivalent (4 points) o Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ou équivalents (4 points) o Nombre de projets dans le secteur public et le nombre de collectivités concernées sur les trois dernières années en précisant en annexe pour les principaux projets les montants, l'époque et la collectivité territoriale concernée. Le candidat devra mettre en avant des projets ayant attiré à Internet, les interconnexions de niveaux 2 et 3, le M2M, la téléphonie fixe traditionnelle et hébergée, la diffusion en masse de SMS et courriels. Enfin, le candidat devra démontrer sa capacité à mener des projets en Ile-de-France mais aussi sur le territoire national métropolitain (52 points).

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Pondération (points, valeur exacte) : 60

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Nom : Capacités financières

Description : o Chiffre d'affaires global du candidat en euros sur les trois dernières années o Chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public portant sur les trois dernières années (6 points) o Part du secteur public dans le chiffre d'affaires du domaine d'activité (en pourcentage) (6 points)

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Pondération (points, valeur exacte) : 12

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Nom : Capacités techniques

Description : o Effectifs moyens sur les trois dernières années (en équivalent temps plein ETP) (6 points) o Effectifs moyens des techniciens support sur les trois dernières années (en équivalent temps plein ETP) (4 points) o Effectifs moyens des techniciens de déploiements sur les trois dernières années (en équivalent temps plein ETP) (4 points) o Effectifs moyens des chefs de projet sur les trois dernières années (en équivalent temps plein) (4 points) o Effectifs moyens des ingénieurs technico-commerciaux sur les trois dernières années (en équivalent temps plein ETP) (4 points) o Effectifs moyens des responsables opérationnels de comptes (ou équivalent au sein de l'entreprise, préciser le terme le cas échéant) sur les trois dernières années (en équivalent temps plein ETP) (6 points)

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Pondération (points, valeur exacte) : 28

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :

Nombre minimal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure : 5

Nombre maximal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure : 8

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains participants peuvent être éliminés

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : La qualité technique et la richesse fonctionnelle des services et liens supports proposés, analysées sur la base du cadre de réponse technique et du BPU

Pondération (points, valeur exacte) : 25

Critère :

Type : Qualité

Description : Les moyens et l'organisation mobilisés, les procédures, les engagements analysés sur la base du cadre de réponse technique

Pondération (points, valeur exacte) : 20

Critère :

Type : Prix

Description : La valeur économique de l'offre de l'offre, sur la base du détail quantitatif estimatif (DQE)

Pondération (points, valeur exacte) : 30

Critère :

Type : Qualité

Description : La compréhension des besoins exprimés dans l'accord-cadre, sur la base des cas pratiques

Pondération (points, valeur exacte) : 12

Critère :

Type : Qualité

Description : La prise en compte des attentes exprimées en matière de considérations sociales et environnementales

Pondération (points, valeur exacte) : 13

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <http://www.maximilien.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <http://www.maximilien.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Autorisée

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : SIPPEREC

Numéro d'enregistrement : 25750004100047

Adresse postale : 173-175, Rue de Bercy Tour Lyon Bercy

Ville : Paris

Code postal : 75588

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Point de contact : Morgane PARIGI, à l'attention de Jacques JP MARTIN, Président

Adresse électronique : mparigi@sipperec.fr

Téléphone : 0625318323

Adresse internet : <http://www.sipperec.fr>

Profil de l'acheteur : <http://www.maximilien.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Centrale d'achat qui passe des marchés publics ou conclut des accords-cadres de travaux, de fournitures ou de services destinés à d'autres acheteurs

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750005500013

Adresse postale : 7 rue de Jouy

Ville : Paris Cedex 04

Code postal : 75181

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 0144594400

Adresse internet : <http://www.paris.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : bc734dcd-7239-4866-90ed-abecd610698b - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 23/12/2024 à 12:18

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 23/12/2024